

Commission: Conseil des Ministres de la Recherche et de la Technologie

Problématique: Comment l'Europe de la technologie et des sciences peut être une réponse pour surmonter les conséquences du changement climatique ?

Auteur: Hongrie

La Hongrie est un petit pays d'environ 9,7 millions d'habitants situé au centre de l'Europe. Notre pays, qui a comme capitale Budapest, fut un des pays appartenant à l'Ancien Bloc de l'Est commandé par l'URSS après la deuxième guerre mondiale. Cependant, après l'effondrement du communisme, la Hongrie rejoint des organisations importantes telles que l'OTAN en 1999 et l'Union Européenne le 1er mai 2004. À l'heure actuelle, elle est organisée sous une République parlementaire monocamérale dirigée par Viktor Orbán depuis 2010 (FIDEST). La Hongrie est régie sous une idéologie conservatrice chrétienne qui met en avant la souveraineté de la nation.

De nos jours, l'un des sujets les plus abordés à l'assemblée de notre pays est comment va-t-on faire face aux conséquences du changement climatique. Ces nuisances ont déjà un impact sur notre économie, qui n'a pas à son tour les moyens pour développer des solutions rapides.

En effet, on parle d'une réalité mondiale: la hausse des températures est un défi qui ne dépend pas seulement de nous et nous devons atteindre le même niveau que les autres pays européens en termes d'outils pour pouvoir la affronter. Le changement climatique a accru la fréquence d'événements climatiques extrêmes: ici les hivers sont plus froids et les étés plus chauds. Concernant les précipitations, elles sont devenues beaucoup plus irrégulières. Quelquefois elles sont accompagnées d'inondations ravageuses qui s'alternent avec des périodes de sécheresse qui semblent éternelles. Ces "nouvelles" conditions climatiques ont touché considérablement la Hongrie, dont l'économie est orientée, entre autres, dans l'agriculture.

Notre pays suit une stratégie verte chrétienne-démocrate: notre priorité comme gouvernement est de préserver la nature bâtie par le Créateur.

Nous soutenons l'Europe dans sa politique climatique: notre participation à la présentation du Pacte Vert nous rend acteurs de ce rendement de l'économie européenne durable. De plus, on est prêts à compter sur les technologies et les sciences pour surmonter ces conséquences avec la participation au programme Horizon 2020, qui nous soutient financièrement sur cette expérimentation.

L'accord international de Paris, signé en décembre 2015, promet renforcer notre capacité pour faire face aux défis climatiques et orienter notre économie vers la durabilité. Néanmoins, cet accord ne tient pas en compte notre passé: nous venons d'une transition économique de marché et nous nous trouvons encore en développement. Notre économie repose principalement sur l'énergie fossile, et par contre, cet accord parvient à désinvestir sur cette forme d'énergie. On devra affronter alors une nouvelle transition qui n'est pas totalement impulsée par les aides préexistantes. Par ailleurs, l'actualité est contextualisée par le COVID-19, un scénario qui nous soumet à une crise mondiale dévastatrice. Notre pays a été rejeté du plan économique de relance sous l'ambigu prétexte de ne pas suivre les principes libéraux. En effet, on dirait que les bruxellois veulent faire payer la lutte aux pays les plus pauvres. Comme la plupart des pays ayant appartenu au Bloc Soviétique, partant de la même origine désavantagée, notre PIB ne parvient pas à faciliter cette adaptation envisagée en Europe.

Ainsi, nous sollicitons une augmentation de l'accès aux fonds de cohésion pour pouvoir promouvoir le développement durable dans de bonnes conditions.